

REVUE DE PRESSE

service communication

Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 07/04/25

Le Petit-Quevilly

Bornes arcades

Jusqu'au 12 avril des bornes d'arcade en accès libre sont disponibles à la médiathèque. Gratuit sur réservation : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00

Quinzaine du jeu

Quinzaine du jeu jusqu'au 12 avril à la médiathèque François-Truffaut. Tout public. Gratuit sur réservation : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00

À VENIR

Le Petit-Quevilly

Permanence avocat

Des permanences avocats gratuites se déroulent au point justice du centre social Saint-Julien mercredi 9 avril de

9 h à 12 h sur rendez-vous : 02 32 81 90 14, ou le 19 avril de 10 h à 12 h à la médiathèque François-Truffaut, sur inscription : 02 35 72 58 00

Les petites séances

Projection de films pour enfants mercredi 9 avril à 10 h 30 à la médiathèque François-Truffaut. Gratuit sur inscription : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00

Publié le 05/04/25

Le Petit-Quevilly

Vente solidaire

Grand déballage du Secours catholique de 9 h à 17 h, au 60 rue Guillaume-Lecoq, en face de l'Hôpital Saint-Julien. Tout petit prix sur les vêtements, jouets et bibelots.

Quinzaine du jeu

Quinzaine du jeu jusqu'au 12 avril à la médiathèque François-Truffaut. Tout public Gratuit sur réservation : bibliotheque.petit-quevilly.fr, 02 35 72 58 00

Permanence avocat

Des permanences avocats gratuites se déroulent au point justice du centre social Saint-Julien mercredi 9 avril de 9 h à 12 h sur rendez-vous au 02 32 81 90 14, ou aujourd'hui et le 19 avril de 10 h à 12 h à la médiathèque François-Truffaut, sur inscription : 02 35 72 58 00

Paris-Normandie

Au Petit-Quevilly, le vote du budget pour 2025 entériné dans un climat social pesant

Jeudi 3 avril 2025, le budget du Petit-Quevilly a été voté au cours d'un conseil municipal perturbé par une manifestation des agents de la Ville.



Des agents de la Ville ont manifesté jeudi 3 avril 2025 bruyamment devant les fenêtres de la salle du conseil de la mairie - PN

Par Cécile Frangne

Publié: 6 Avril 2025 à 17h43

Tout à coup, les cris et les pétards viennent briser l'ambiance feutrée du conseil municipal du [Petit-Quevilly](#). Jeudi 3 avril 2025, des agents de la Ville ont manifesté bruyamment devant les fenêtres de la salle du conseil de la mairie, avant d'en interrompre brièvement le déroulement. La raison de leur colère ? La présence à l'ordre du jour d'une délibération modifiant les modalités de rémunération des heures supplémentaires des agents de la ville « en raison d'un contexte économique toujours plus dégradé ».

« Jusqu'à présent, les agents avaient le choix soit d'être rémunérés pour leurs heures supplémentaires, soit de les récupérer, explique Patricia Cretaigne, secrétaire générale de la CGT des territoriaux du Petit-Quevilly. Désormais, elles ne seront plus rémunérées, sauf sur dérogation du directeur des services. » Une décision d'ordre budgétaire qui s'ajoute à une autre délibération votée le même jour – en application cette fois-ci de la loi de finances nationale – réduisant de 10 % le salaire perçu par les fonctionnaires en arrêt maladie.

Des discussions à venir

Deux mesures dénoncées par l'élue d'opposition Leila Messaoudi et le groupe communiste – membre de la coalition municipale –, dont les membres se sont abstenus lors des deux votes. « Ces mesures sont la conséquence des restrictions budgétaires que l'État impose aux collectivités », s'est défendue la maire socialiste Charlotte Goujon, se disant « prête à engager des discussions avec les agents après les vacances scolaires » pour qu'un compromis soit trouvé.

Le calme revenu dans l'assemblée, le conseil municipal a approuvé le budget primitif de la ville pour l'année 2025, dont les 28,2 M€ dédiés à l'investissement seront fléchés vers la construction du groupe scolaire Niki de Saint Phalle, la fin des travaux de la plaine des sports dans le quartier de la Piscine ou encore la construction d'une cuisine centrale.

Paris-Normandie

Football – National : QRM, mangé tout cru par les crocos nîmois, réalise une très mauvaise opération

Dominé dans les duels et sans solution sur le plan offensif, QRM a réalisé une mauvaise opération dans l'optique du maintien ce vendredi 4 avril 2025 face à Nîmes (0-1), qui s'est ajouté à la liste des équipes qui auront débloqué leur compteur de victoires à l'extérieur à Diochon.



Pirringuel et les Quevillais se sont fait manger dans les duels face à Nîmes - Photo Stéphanie Péron

Par Victorien Lenud

Publié: 4 Avril 2025 à 22h12

Le stade Diochon serait-il devenu un lieu de pèlerinage ? Un endroit incontournable où les équipes de National en manque de confiance doivent impérativement se rendre pour trouver la recette miracle ?

On va finir par le croire tant il y a eu d'adversaires qui sont repartis de l'enceinte de la rive gauche avec un gros boost d'énergie. Après Villefranche, qui avait remporté son premier succès de la saison à l'extérieur face à QRM en janvier, après Châteauroux, qui en a fait de même le jour de la Saint-Valentin (14 février), c'est le Nîmes Olympique qui a gagné pour la première fois hors de ses bases, ce vendredi 4 avril 2025 (1-0). Ce qui n'est pas sans conséquence dans la mesure où les Gardois (16es) sont revenus à trois unités des Quevillais (13es), [qui avaient pourtant une belle occasion de faire un petit pas vers le maintien](#).

QRM puni d'entrée de jeu

Redevenue un peu moins perméable depuis quelques semaines (trois clean sheets lors des quatre derniers matches), notamment à Diochon (deux succès de suite sans prendre de but), la défense seinomarine a cette fois-ci volé en éclat dès la troisième minute. Trouvé très facilement au point de penalty, Abdeldjelil a frappé en pivot, nettoyé la lucarne de Bonnevie et inscrit sa 14e réalisation de la saison (0-1).

Pour tenter de répondre à cette ouverture du score précoce, l'équipe de David Carré a essayé d'utiliser le couloir gauche de N. Diallo, l'ancien Nîmois, à l'origine de la première occasion normande puisque c'est à la suite de son centre que Y. Fortuné, trouvé à l'opposé, a manqué de peu le cadre sur un enchaînement contrôle-frappe (4e). Malheureusement pour les locaux, les services du défenseur sont ensuite restés sans réponse la plupart du

temps, ce qui a rendu les offensives de QRM nettement moins dangereuses. La tentative lointaine de Dali-Amar sur coup franc n'a pas surpris le gardien du NO (8e), pas plus que le centre au sol de Tshipamba que Pirringuel, titularisé pour la deuxième fois de la saison en championnat, n'a pu reprendre (16e).

Et si les Léopards ont cru l'espace de quelques secondes que l'arbitre leur offrirait un penalty suite à une main dans la surface adverse (36e), celui-ci n'a pas bronché et les a laissés en face de la réalité : il manquait beaucoup trop de choses (des courses, de la verticalité, de l'agressivité, des choix judicieux) pour espérer mieux. Il a même fallu que Bonnevie sorte le grand jeu en fin de première période pour éviter que les Gardois ne rejoignent les vestiaires avec deux buts d'avance (39e), sachant qu'Amara (21e) et Abdeldjelil (23e) s'étaient eux aussi illustrés un peu plus tôt.

Le pire dans tout ça, c'est que le deuxième acte a été globalement du même acabit. Quevilly-Rouen Métropole a logiquement eu le ballon mais il n'a pas su quoi en faire. Il ne s'est ainsi rien passé jusqu'à la 69e minute, lorsque Adekalom, après un ballon mal repoussé par Ngapandouentnbu, a cru sauver les siens, de près. Mais un défenseur nîmois a taclé sur la ligne. De loin, Dali-Amar a bien tenté d'arracher un point en fin de rencontre, sans plus de réussite (88e).

Le club de Michel Mallet devra réagir dès la semaine prochaine à Valenciennes avant d'accueillir le FC Rouen.

Au Petit-Quevilly, Nîmes Olympique bat Quevilly-Rouen Métropole 1 à 0 (1-0)

Arbitre : M. Zolota.

Spectateurs : 1 100 environ.

But pour Nîmes : Abdeldjelil (3e).

Avertissements à QRM : N. Diallo (18e), N. Cissé (77e) ; **à Nîmes :** F. Mendy (8e), Akkal (15e), Amara (31e), Beneddine (41e), Marcel (67e).

QRM : Bonnevie – Owusu, N. Cissé, Soilihi (cap.) – Y. Fortuné, Njiké, Bouekou (Vandenbossche, 76e), N. Diallo (Dede-Lhomme, 52e) – Dali-Amar – Pirringuel (Adekalom, 68e), Tshipamba.

Entraîneur : David Carré.

NÎMES : Ngapandouentnbu – Sbai, F. Mendy, Paviot (W. Diouf, 64e), Beneddine – Akkal (Khalid, 85e), Picouveau, Mexique (El Hamri, 38e)- Amara (I. Camara, 64e), Abdeldjelil (Malouda, 85e), Marcel.

Entraîneur : Adil Hermach.

Paris-Normandie

Adresse, mise en service, nouveautés... On vous présente la nouvelle fourrière municipale de Rouen

Installée depuis plus de 20 ans au cœur du quartier Flaubert, la fourrière municipale de Rouen s'apprête à quitter son emplacement actuel. Un déménagement attendu de longue date et prévu en mai 2025.



Un sas d'accueil en dur a été construit - Photo Christophe Hubard

Par Cécile Frangne

Publié: 7 Avril 2025 à 06h30

C'est un lieu qu'on vous souhaite de ne jamais avoir à découvrir, mais qui peut s'avérer utile le jour où votre voiture se volatilise en pleine rue : installée depuis plus de 20 ans [au cœur du quartier Flaubert](#), la [fourrière municipale](#) de Rouen et ses centaines de véhicules s'apprêtent à quitter leur emplacement actuel. Un déménagement de quelques kilomètres... jusqu'à la zone industrielle du Grand-Quevilly, sur une vaste friche de 10 000 m² face à la déchetterie du Petit-Quevilly.

Fermeture le 12 mai

« Avec le développement de l'écoquartier Flaubert, nous étions dans l'obligation de trouver un nouveau terrain », rembobine Kader Chekhemani, adjoint au maire de Rouen à la tranquillité publique, au stationnement et à la propreté. Il aura fallu « deux mandats » pour dénicher le lieu idéal au 585 chemin du Gord, sur une parcelle appartenant à Haropa Port, avec lequel une convention a été signée. Huit mois supplémentaires de travaux et 1,5 million d'euros HT ont été nécessaires pour aménager l'endroit, qui doit être opérationnel en mai 2025.

Malheur aux automobilistes dont le véhicule serait enlevé lors de la transition entre les deux sites : « Le 12 mai, la fourrière située avenue Jean-Rondeaux sera fermée », explique Hervé Ternard, directeur technique chez Rouen Normandie Stationnement (RNS), l'entreprise gestionnaire du lieu. « Et le 13 mai, elle rouvrira ses portes sur le nouveau site du Grand-Quevilly. Les automobilistes dont le véhicule aura été enlevé le 11 mai devront payer des frais de garde. »

Un changement de décor qui sera l'occasion de faire du tri parmi les 300 voitures actuellement stationnées avenue Jean-Rondeaux, dont un peu moins de la moitié sont des véhicules immobilisés ou des épaves. « *On ne transportera pas les véhicules voués à la destruction* », précise-t-il.

Comment y accéder ?

Si la capacité de la nouvelle fourrière municipale reste quasi-identique – environ 350 places de stationnement –, le lieu a été goudronné, barriéré et « *sécurisé par la pose de caméras de vidéosurveillance* » sur l'intégralité du site. « *Quatre box ont également été conçus pour les véhicules dits sensibles, qui font notamment l'objet de procédures judiciaires* », poursuit Hervé Ternard.

Autre nouveauté, la construction d'un stockage abrité pour les deux-roues, qui dormaient dehors auparavant. « *Et ça n'est pas seulement un parking* », ajoute Stéphanie Maletras, directrice de projet chez Rouen Normandie Aménagements, qui a supervisé les travaux de « *renaturation du site* », avec la pose entre autres d'un « *matériau drainant* » à l'endroit du stockage des voitures.

Reste que pour y accéder, l'offre de transports en commun n'est pas pléthorique. Pour aller rechercher son véhicule à pied, seules les lignes de bus 33 – à l'arrêt Vesta – et 41 – arrêt ancienne mairie – desserviront la fourrière. « *Il est évident que l'accessibilité est moindre, concède Kader Chekhemani. Mais trouver un terrain de 10 000 m² en cœur de ville, ça n'existe pas* ». Un projet d'arrêt dédié à la fourrière sur la ligne de bus 33 est néanmoins à l'étude.

Quelle procédure pour récupérer son véhicule ?

Chaque année, ce sont 5200 véhicules qui se retrouvent à la fourrière municipale de Rouen. Si 95 % des enlèvements ont lieu à Rouen, elle intervient également sur huit autres communes (Maromme, Malaunay, Amfreville-la-Mivoie, Canteleu, Bihorel, Bonsecours, Bois-Guillaume, Franqueville-Saint-Pierre). « *Pour venir récupérer son véhicule, la procédure reste la même : venir chercher l'autorisation de sortie de son véhicule au poste de la Police municipale au 40 rue Orbe, rappelle Hervé Ternard, ou a défaut auprès du commissariat de la police nationale, rue Brisout de Barneville avant de se rendre à la fourrière, ouverte 24h/24 et 7j/7* ». Les frais de fourrière restent eux-aussi identiques : 127,65€ pour l'enlèvement, plus 6,75€ de frais de garde par jour.

Paris-Normandie

Rouen. Raccordement de la Sud III au pont Flaubert : le pire des bouchons est à venir (et ça va durer 1 an)

La mise en service de la première partie du raccordement de la Sud III au pont Flaubert va s'accompagner d'une modification de tout le plan de circulation de ce secteur et de bouchons XXL. On prend une grande inspiration et on regarde tout ça, point par point.



Par Christophe Hubard

Publié: 4 Avril 2025 à 17h37

La circulation va empirer dans le secteur de la Sud III à l'arrivée sur Rouen. Impossible de faire pire, penseront les automobilistes coincés dans les bouchons depuis plus d'un an, depuis l'accélération des travaux du raccordement de la voie rapide au pont Flaubert. Et pourtant...

Dès que le premier sens de circulation (nord -> sud) sera mis en service ([au cours de la 2e quinzaine d'avril](#)), la seconde phase des travaux pourra débuter. Et avec elle son lot de déviations et itinéraires (vivement) recommandés. Il y en a pour un an, jusqu'au **printemps 2026**. « *Le message c'est : évitez le secteur Flaubert* », dixit Jean-Luc Rolland, chef de projet au sein de la Dreal supervisant [ce chantier titanesque](#).

Rond-point et trémie de la Motte

Première annonce : la trémie de la Motte sera **fermée définitivement** dans le sens est-ouest à partir du 7 avril 2025. Dans le même sens de circulation, celle du Boulevard de l'Europe sera également fermée à partir du 7 mais rouvrira au retour des vacances. Du 7 au 20 avril donc, des travaux seront menés en surface, entre ces deux trémies. Le but : offrir une voie de sortie (obligatoire) aux usagers empruntant la trémie du Boulevard de l'Europe pour rejoindre le rond-point.

Durant les nuits du 7 au 9 avril, des **feux tricolores** provisoires seront installés sur le rond-point de la Motte afin de fluidifier le trafic le temps des travaux (jusqu'au printemps 2026). Sans ça, ce carrefour risquerait « *la thrombose* », résume Jean-Luc Rolland. Pour limiter les bouchons autant que possible, la Dreal recommande de nouveaux itinéraires.

Rejoindre le pont Flaubert depuis la Sud III

Pour eux pas de changement : les automobilistes rejoignant le pont Flaubert depuis la Sud III continuent d'emprunter le rond-point de la Motte puis la N 1338 [jusqu'au feu de circulation](#) au pied des immeubles Gaïa avant de monter sur la bretelle d'accès au pont. Pour les poids lourds venant du sud de l'agglomération la déviation est maintenue via le boulevard maritime.

Comment contourner le secteur en travaux

Pour désengorger le secteur en travaux, il est vivement recommandé aux usagers venant du boulevard de l'Europe et se rendant vers l'A13, de prendre le boulevard industriel. Idem pour le trafic au bas du boulevard des Belges et comptant prendre la **direction de Caen via l'A13** : il est conseillé de rejoindre les quais rive droite (quai Ferdinand de Lesseps), puis le pont Flaubert et le nouveau raccordement à la Sud III (dès sa mise en service).

Si vous vous retrouvez sur le pont Guillaume-le-Conquérant, en direction de la Sud III, le trajet désormais naturel sera de prendre le boulevard Béthencourt, de tourner à gauche rue Berthe-Morisot et de monter sur le nouveau raccordement.

Pour les automobilistes rive droite souhaitant **rejoindre l'A13 en direction de Paris**, il est recommandé de remonter les quais bas avant de prendre le pont Mathilde et le boulevard industriel. Cela marche également dans l'autre sens : ceux venant de l'A13 en direction de Rouen (rive droite ou rive gauche) sont invités à emprunter le boulevard industriel.

Les temps de parcours communiqués

Le PCRT (Poste central de régulation du trafic) de la Métropole sera mis à contribution pendant toute la durée du chantier pour réguler le plus finement la durée des feux tricolores. En plusieurs endroits, *« des panneaux à affichage variable vont être ajoutés pour donner les temps de parcours en temps réel »*, et ainsi inciter les conducteurs à choisir les itinéraires recommandés.

« On ne pouvait pas faire autrement », rappelle Jean-Luc Rolland. On a souhaité conserver une voie de circulation dans les deux sens tout au long des travaux. Sinon il aurait fallu fermer la Sud III dans les deux sens de circulation pendant un temps très long. »

Un nouveau site au nom simplifié permet de trouver toutes les informations sur le sujet : www.pontflaubert.fr.

Paris-Normandie

À Rouen, cette association offre vêtements, photos et conseils pour trouver du boulot

L'association La Cravate Solidaire propose gratuitement des ateliers, offre des vêtements et une photo numérique pour mettre toutes ses chances de son côté. Explications.



Arnaud Derobecq anime la Cravate Solidaire qui offre des vêtements aux demandeurs d'emploi ©Le Bulletin

Par [Rédaction Normandie](#) Publié le 6 avr. 2025 à 11h16

Souvent, le plus difficile ou le plus redouté **dans la recherche d'un emploi**, c'est l'entretien d'embauche. Beaucoup de candidates et candidats oublient de se préparer. À Rouen, l'association [La Cravate Solidaire](#) propose **gratuitement** des ateliers, offre des vêtements et une photo numérique pour mettre toutes ses chances de son côté.

Une association née en 2012

Elle est née en 2012 sous l'impulsion de trois étudiants en école de commerce. Leur double constat était que de nombreux dressings sont surchargés d'accessoires et de vêtements qui peuvent encore servir pour des entretiens d'embauche, et d'un autre côté que les personnes en recherche d'emploi ou en reconversion professionnelle peuvent **rencontrer des difficultés pour se présenter** ou ne pas avoir les moyens financiers.

L'association nationale La Cravate Solidaire compte aujourd'hui 15 structures en France. « Parmi les critères de discrimination à l'emploi, **il y a souvent l'apparence physique et aussi l'apparence économique** et la loi reconnaît la pauvreté comme critère de discrimination à l'emploi. Se vêtir correctement coûte cher. Les fondateurs se sont dit 'pourquoi ne pas collecter des vêtements et préparer les candidats sur les codes de l'entretien ?'. Le cœur de notre action, c'est la tenue et l'attitude. Comment donner une première bonne impression, car souvent, on n'a pas deux chances. Dans les 30 premières secondes, un recruteur peut se faire un avis », détaille Arnaud Derobecq, responsable développement pour **La Cravate Solidaire Rouen**.

Accessible gratuitement

Installée depuis 2016 [sur les Hauts de Rouen](#), la structure rouennaise intervient dans l'Eure et la Seine-Maritime en partenariat avec les prescripteurs de l'emploi, dont France Travail, les Missions Locales et toutes les structures qui accompagnent les chercheurs d'emploi.

« Nous sommes **accessibles gratuitement à tous les publics** : jeunes et seniors. Sans expérience ou diplômés. Personne en situation de handicap ou étrangère. Toute personne qui veut se donner toutes les chances de son côté et qui a un projet déterminé. À partir de ce moment, nos bénévoles experts en RH peuvent intervenir lors d'un coup de pouce d'une heure trente. »

Quatre ateliers pour mieux se présenter

Que ce soit à Rouen ou dans une des Missions locales des deux départements, chaque candidate ou candidat va suivre un parcours en quatre étapes. « Ce sont des ateliers individuels pour plus de confidentialité. Le premier est celui de l'image. Définir les codes vestimentaires, la colorimétrie et les accessoires pour se sentir plus percutant. Ils repartent alors avec la tenue », complète le responsable.

Des vêtements collectés par **dons de particuliers, des fins de série ou encore par collecte** lors d'opérations de deux à trois semaines dans des entreprises locales comme la Société Générale, Axa, Schneider, le Département de la Seine-Maritime, Ferrero, etc.

« Ce sont des entreprises qui veulent agir localement en faveur du territoire et aussi qui recrutent. Les vêtements sont ensuite triés, nettoyés et repassés. Ceux qui ne sont pas retenus sont donnés à Solidarité Textiles au Houlme pour d'autres circuits. Cela entre aussi dans une politique de seconde main et de recyclage », ajoute Arnaud Derobecq.

Simulations d'entretiens

Les postulants passent ensuite dans les mains de RH en activité ou à la retraite pour des **simulations d'entretien**, « afin d'avoir un discours bien établi et travailler ses arguments. Pour finir, ils bénéficient d'une photo numérique professionnelle à insérer s'ils le souhaitent dans leur CV. Le but est d'être pro et rigoureux », résume Arnaud Derobecq.

Et, les résultats sont là puisqu'en 2023, **491 personnes sont passées par La Cravate Solidaire et 65 % ont décroché une solution d'emploi** de plus de six mois.

La Cravate Solidaire – 9 rue Georges Braque, à Rouen. Tél : 07 69 47 91 05 mail :

France 3 Normandie

63 emplois sauvés, une meilleure prime de départ : c'est la fin de la grève chez Lubrizol



[Débutée le 27 mars 2025, la grève illimitée a pris fin chez Lubrizol.](#) • © FTV/Archives

Écrit par [Arthur Deshayes](#) et [Yves Asernal](#)

Publié le 04/04/2025 à 11h01

Le piquet de grève est officiellement levé à Lubrizol Rouen et Oudalle après la signature d'un accord ce jeudi 3 avril 2025. Les syndicats ont notamment obtenu de la direction une réduction du nombre de licenciements (106 contre 169). "Le résultat est beau, mais la réalité n'est pas si belle", selon un syndicaliste.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

vous adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

La grève illimitée déclenchée le 27 mars à Lubrizol a pris fin, après de très longues négociations. C'est dans la nuit du mercredi 2 avril au jeudi 3 avril 2025 qu'un accord a été trouvé, après l'obtention d'avancées significatives sur le PSE, le Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

[Il y a deux mois](#), Lubrizol France annonçait la suppression de près de la moitié des salariés, dans le cadre d'une réorganisation de ses activités. En tout, 169 postes étaient concernés sur les sites de Rouen et Oudalle (Seine-Maritime).

Un tiers d'emplois supprimés en moins

Mais jeudi 3 avril 2025, les syndicats ont obtenu une réduction considérable du nombre de postes concernés : on parle aujourd'hui de 106 postes supprimés. "*Du moment qu'on peut sauver des emplois, c'est pas mal*", réagit un salarié à la sortie de l'usine.

Autre avancée majeure, la prime supra légale, accordée aux partants, est passée de 6 000 à 100 000 euros. Des conditions avantageuses expliquées par les tensions commerciales du groupe avec ses partenaires, selon Francis Malandain, délégué syndical CFE CGC Lubrizol.

"La réalité n'est pas si belle"

Francis Malandain explique que la direction n'avait "*pas d'autre choix*" que de commencer "*des vraies négociations*" : "*Les clients ont mis une énorme pression sur la direction, car ils risquaient d'être en rupture.*"

Francis Malandain rappelle cependant que des dizaines de salariés ne retrouveront pas leur emploi, notamment une partie des sous-traitants. Leur travail sera désormais effectué en interne. "*Des entreprises extérieures avec lesquelles on bosse toute l'année vont aussi être sacrifiées. Et ça, ça fait mal au cœur.*"

Si cet accord arraché par les syndicats ressemble à une victoire, le délégué syndical n'a pas particulièrement le sourire. "*Le résultat est beau, mais la réalité n'est pas si belle*", conclut-il. La signature du plan de sauvegarde interviendra en mai prochain.

Libération

Garonne, Loire... Les fleuves européens pollués par une «concentration alarmante» de microplastiques

Nocives pour la santé et l'environnement, capables de charrier bactéries et produits toxiques, ces particules souvent invisibles à l'œil nu sont omniprésentes dans la Seine, la Garonne, la Tamise ou le Tibre, dévoile ce lundi 7 avril la fondation Tara Océan, dans une étude inédite menée depuis 2019.



Echantillon de plastique collecté dans la Seine en 2019 par les chercheurs de l'étude de la fondation Tara Océan. (Samuel Bollendorff/Agence VU)
par [Eléonore Disdero](#)
publié aujourd'hui à 5h00

On connaît l'ampleur de la catastrophe pour les océans. Les microplastiques, [ces particules pas plus grandes qu'un grain de riz](#), ont envahi les mers au fil des décennies, avec des conséquences désastreuses sur la biodiversité et la santé humaine. Mais qu'en est-il des fleuves, qui sillonnent nos territoires, traversent parfois les villes avant de se jeter [dans la mer](#) ?

[La fondation Tara Océan](#), après s'être intéressée à l'Arctique et à la Méditerranée, [a parcouru neuf fleuves](#) d'Europe, de la Garonne à l'Elbe en passant par la Loire, la Seine, le Rhin, la Tamise, l'Ebre, le Rhône et le Tibre. Objectif : récolter des données pour déterminer le degré de pollution de ces cours d'eau majeurs et comprendre les flux des déchets plastiques jusqu'à l'océan. Une première à l'échelle européenne.

«Voir l'invisible»

Conclusion, tous ces fleuves sont pollués par les microplastiques, présentant même une concentration «alarmante» pour les plus petites particules. «*Il n'y a pas un seul prélèvement où nous n'en avons pas trouvé*, affirme [Jean-François Ghiglione](#), directeur scientifique de la mission et directeur de recherche au laboratoire d'océanographie microbienne du CNRS à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). *On a comparé les fleuves car nous avons l'espoir de les classer par taux de pollution. Mais globalement, nous n'avons pas pu montrer scientifiquement qu'un fleuve est plus pollué qu'un autre.*»

De cette mission de six ans entre terre et mer commencée en 2019, les chercheurs ont tiré 14 articles, publiés ce lundi 7 avril dans la revue *Environmental Science and Pollution Research*. Les scientifiques, qui ont récolté quelque 2 700 échantillons, ont effectué leurs prélèvements au large des neuf estuaires, à leur embouchure, au fil du fleuve, ainsi qu'en aval et en amont de la première grande ville située sur le cours d'eau. Les prélèvements ont

été réalisés à l'aide d'un filet laissé à la traîne derrière le bateau pour recueillir des centaines de mètres cubes d'eau, et ainsi mesurer la concentration de microplastiques.

Les fragments trouvés ont différentes tailles : les macroplastiques sont supérieurs à 2,5 cm tandis que les mésoplastiques sont un peu plus petits. Ensuite, il y a les grands (0,5 mm à 5 mm) et les petits microplastiques. Ces derniers, invisibles à l'œil nu, mesurent 0,025 mm à 0,5 mm. Une difficulté qui n'a pas arrêté Alexandra Ter Halle, directrice de recherche au CNRS, spécialisée en chimie analytique au sein du laboratoire Softmat de l'université Toulouse III-Paul Sabatier, qui a participé à la mission. *«Pour pouvoir observer les plus petites particules et voir l'invisible, nous avons développé une nouvelle façon de faire en pesant cette pollution au lieu de la compter, ce qui constitue une rupture technologique»*, explique-t-elle. En moyenne, les chercheurs ont trouvé trois grands microplastiques par mètre cube d'eau. *«La Seine a un débit moyen sur l'année de 300 m³ par seconde. Cela veut dire que 900 particules de grands microplastiques passent chaque seconde sous nos yeux»*, illustre Jean-François Ghiglione. Au niveau mondial, entre huit et douze millions de tonnes de plastique s'écoulent des fleuves aux océans par an.

Bactérie virulente

Concrètement, les grands microplastiques flottent alors que les petits microplastiques pullulent dans toute la colonne d'eau, de la surface aux profondeurs. Ils sont jusqu'à mille fois plus nombreux en nombre et en masse que les grands microplastiques. *«C'est un véritable changement de paradigme, assure Jean-François Ghiglione. Les scientifiques se sont beaucoup intéressés aux grands microplastiques car ils sont faciles à étudier mais ils ne sont que la face visible de l'iceberg»*, poursuit-il. *«On a retrouvé des petits microplastiques jusqu'à une centaine de microgrammes par litre. Les autres polluants n'atteignent jamais ces valeurs-là»*, abonde Alexandra Ter Halle. Encore plus susceptibles [d'être ingérés à tous les échelons de la chaîne alimentaire](#), du microzooplancton aux poissons, ces minuscules particules posent des risques sanitaires peu connus de la science.



Plastique collecté dans la Seine en 2019, parmi les 2700 échantillons prélevés par les chercheurs de l'étude menée par de la fondation Tara Océan dans neuf fleuves européens. (Samuel Bollendorff /Agence VU)

Autre enjeu d'ampleur : les microplastiques sont des radeaux pour les micro-organismes, dont certains pathogènes. Lors de leur mission, les scientifiques ont pu démontrer pour la première fois la présence d'une bactérie virulente pour l'humain sur des microplastiques de la Loire, pouvant causer des otites, des infections des tissus mous, des péritonites et des bactériémies, c'est-à-dire une infection du sang par des bactéries. Pire, le plastique a un effet «éponge à polluants». Charriées vers l'océan, les particules accumulent à leur surface

des polluants présents dans les fleuves (pesticides, hydrocarbures, métaux lourds...) Les bouts de plastique agrègent ainsi un cocktail de produits chimiques qui peut s'avérer toxique pour les organismes qui les ingèrent, ralentissant leur croissance et affectant leur reproduction, en perturbant leur métabolisme et leur système hormonal. Sans parler de l'impact des produits chimiques ajoutés aux plastiques lors de leur conception : sur 16 000 additifs chimiques recensés, 25 % sont connus pour avoir des effets toxiques.

«Larmes de sirène»

Outre cette mission, la fondation Tara Océan a organisé [une initiative de sciences participatives](#) avec des écoliers. Depuis 2020, environ 12 000 élèves par an sont formés pour ramasser des déchets plastiques selon un protocole précis. Cette opération a permis de révéler une pollution majeure : le quart des grands microplastiques récoltés sur les berges françaises ne sont pas des déchets mais [des «larmes de sirène»](#), ces granulés de plastique primaires utilisés pour fabriquer des objets. *«Il y a des fuites pendant le transport de ces granulés, avant même qu'ils ne deviennent des objets»*, précise Alexandra ter Halle.

Selon la fondation, ces résultats montrent le caractère vain des projets de nettoyage de l'océan, [qui ne traitent pas le problème à sa source : la production](#). De deux millions de tonnes de plastique fabriqué dans le monde en 1950, nous sommes passés à 460 millions de tonnes en 2019, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. Si rien n'est fait pour endiguer ce fléau, la production devrait tripler d'ici 2060. Pour les experts, les solutions sont à terre : il faut urgemment améliorer la collecte et le recyclage des déchets, réduire drastiquement les plastiques jetables et développer des emballages écoconçus. Toutefois, les chercheurs placent surtout leurs espoirs dans le traité international contre la pollution plastique, en négociation depuis 2022. La cinquième session de discussions s'est tenue en Corée du Sud fin 2024 mais [s'est soldée par un échec](#), faute d'entente entre les pays producteurs comme l'Arabie saoudite et la Russie et la centaine de nations favorables à une réduction de la fabrication de plastique. Les pourparlers reprendront à l'été 2025 à Genève pour tenter de freiner l'explosion de cette pollution.

Le Monde

Les associations mises en difficulté par les restrictions budgétaires : « La trésorerie, c'est du yoyo en permanence, mais cette année, c'est le pompon ! »

Baisse ou retard des subventions, course à l'appel à projet, inflation... Le monde associatif, qui emploie 11 % des salariés français, voit sa santé financière se dégrader. Une enquête menée sur plus de 5 000 structures révèle qu'un tiers des associations employeuses envisagent de réduire leur effectif en 2025.

Par [Aline Leclerc](#)

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 11h03



A quel point le retard [du vote du budget](#) ainsi que les arbitrages de l'Etat et des collectivités locales pour 2025 affectent-ils la santé financière des associations ? Après plusieurs alertes, résumées dans une lettre ouverte au premier ministre, François Bayrou, le 28 janvier, le Mouvement associatif, « porte-voix » de la moitié des associations de France, a lancé une enquête auprès de ses membres pour mettre en évidence l'ampleur de la crise. *Le Monde* en révèle les résultats ce lundi 7 avril.

Car on manque de données nationales consolidées sur ces structures privées à but non lucratif qui emploient pourtant 11 % des salariés français. Leur activité représente 113 milliards d'euros, soit 3 points de produit intérieur brut, a rappelé, en mai 2024, [un avis du Conseil économique, social et environnemental \(CESE\)](#).

Plus de 5 000 associations ont répondu à l'enquête. Celles qui ont des salariés y sont surreprésentées. A la question « *au vu du contexte actuel, combien de mois d'exploitation sont couverts par votre trésorerie ?* », 31 % des associations employeuses répondent « *moins de trois mois* », dont 6 % « *aucun* », signe de leur « *vulnérabilité aux chocs* », souligne l'enquête. Et 32 % d'entre elles envisagent de réduire la masse salariale par le non-remplacement de départs ou le report de recrutement, 8 %, par des licenciements.

Un décalage délétère

« *L'enquête confirme que c'est une période très compliquée pour le tissu associatif, laquelle succède à d'autres périodes compliquées*, souligne Claire Thoury, présidente du Mouvement

associatif. *Elles ont fait face à une accumulation de crises – sanitaire, inflationniste, maintenant budgétaire –, et à une évolution structurelle des modes de financement qui les fragilise. »*

« Dans le monde associatif, ça a toujours été compliqué de construire un budget et d’être à l’équilibre, mais dernièrement, et spécialement cette année [2025], ça l’est encore plus », résume en écho Marc Bourgeois, directeur de La Légumerie, qui propose des ateliers de jardinage et de cuisine à Lyon. Le vote tardif du budget de l’Etat a reporté les réponses à ses demandes de subventions aux collectivités. *« En général, on sait entre mars et juillet si on a obtenu l’argent, explique-t-il. Et on le touche entre juillet et février de l’année d’après. Là, c’est pire. »* Un décalage délétère : *« Il nous faut avancer environ 50 % du budget annuel ! »*

« La trésorerie, c’est du yoyo en permanence, mais cette année, c’est le pompon !, confirme Séverine Gallais, directrice de la Maison de l’Europe Wipsee, à Pontonx-sur-l’Adour (Landes), qui soutient des projets de jeunes en zone rurale. On est en autofinancement sur des actions promises, mais pas encore votées. »

En mars, révèle l’enquête, la moitié des associations étaient en attente de réponse à leurs demandes de subventions pour 2025. Déjà 6 % ont essuyé des refus. Pour celles qui ont été acceptées, 45 % des aides sont en baisse, dont 20 % fortement.

« Tout augmente sauf les subventions »

Dans la Creuse, Véronique Michnowsky, déléguée départementale de l’Union française des œuvres laïques d’éducation physique – 11 salariés et 800 bénévoles qui permettent à 10 260 licenciés d’avoir une activité sportive –, sait à quoi s’attendre : *« L’Agence nationale du sport nous a prévenus que la baisse serait de 10 % à 20 %. Et le département va nous priver en 2026 de 19 000 euros qui nous permettaient de ne pas facturer trop cher des animateurs qui font une heure de trajet pour une heure de cours dans des zones reculées. Qu’allons-nous faire ? »*

Or, *« tout augmente sauf les subventions »,* constate Sonia Dehez, directrice de L’Enfanfare, qui garde les enfants des travailleurs aux horaires décalés, à Toulouse. La revalorisation des salaires de la convention collective de l’aide à domicile lui coûte 180 000 euros de plus par an. *« Il nous est impossible de répercuter cette hausse sur nos bénéficiaires, qui cumulent déjà les difficultés »,* explique-t-elle.

A Bar-le-Duc, le Groupement d’employeurs sport et animation Meuse, qui porte les emplois d’animateurs sportifs pour 130 associations, a décidé d’augmenter ses tarifs de 2 % *« quand la revalorisation des salaires de la convention collective [leur] a coûté + 8 % »,* souligne son président, Daniel Le Forestier. *« Et nous perdons également nos emplois aidés »,* rappelle Aude Prieur, directrice de l’association Musique et Equilibre à Orléans. Ces contrats, qui permettaient d’embaucher malgré de petits moyens, ont progressivement disparu sous les mandats d’Emmanuel Macron. *« Alors qu’il y a quinze ans, on était en développement constant, on se retrouve certains mois à ne plus pouvoir payer les salaires »,* regrette M. Le Forestier.

De nouvelles contraintes

C'est que le financement des associations a connu un bouleversement : selon le CESE, entre 2005 et 2020, la part des subventions publiques dans leurs ressources a diminué de 41 % tandis qu'augmentait la part de la commande publique, avec mise en concurrence. Les associations sont désormais contraintes d'aller chercher leurs financements pour des activités précises, en répondant à des appels à projets, rarement pluriannuels.

« Assembler des appels à projets pour construire notre projet global prend un temps fou », soupire Marc Bourgeois. Aude Prieur a, elle, l'impression de devoir « échafauder des plans pour se financer » : « C'est terriblement chronophage, et ce temps d'élaboration n'est pas rémunéré ! » « Ce système pernicieux demande, pour y répondre, un haut niveau de technicité qui favorise les grosses structures au détriment des petites, pourtant mieux ancrées localement », observe, par ailleurs, Laurent Pierret, président de Chantier école Bretagne, association d'insertion par l'activité économique.

« Pour que ça ne prenne pas sur mon métier, je fais ça le matin tôt, les week-ends... Ça use, déplore Anne Perez, psychologue à Solienka, association de prévention en santé mentale dans les quartiers prioritaires de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Le financement par projet soutient une action, pas une approche. C'est moins risqué, mais, pour nous, ça n'a pas de sens. On accueille des gens pour de longs accompagnements. On ne peut pas leur dire "l'appel à projets n'était que sur un an, la thérapie est finie". » « Financièrement, notre action n'est pas rentable, certes, mais socialement, ça l'est, fait valoir Laurent Pierret. Sans nous, que deviendraient les sortants de prison avec lesquels on travaille ? »

« Le tissu qui permet à la société de tenir »

Marc Bourgeois n'a pas remplacé le départ de deux salariés. Sonia Dehez a baissé le taux de majoration des heures le week-end. Véronique Michnowsky espère que la ligne de trésorerie débloquée par sa banque permettra de payer mi-avril les salaires du mois de mars : *« C'est la première fois de notre histoire. »*

« Nous atteignons les limites de la capacité de résilience des structures », conclut l'enquête du Mouvement associatif. « Renforcer le financement des associations est une urgence démocratique », affirmait l'avis du CESE.

« Qu'est-ce qui tient les associations ? Rien ou pas grand-chose », a reconnu François Bayrou, mardi 1^{er} avril, devant le CESE, affirmant qu'elles sont « le tissu qui permet à la société de tenir ». Les enjeux de financement, « on les traitera au mieux », a-t-il dit, mais « avec la contrainte » du « rééquilibrage des finances publiques ». « Il faut sortir du court-termisme, alerte Claire Houry. Affaiblir le tissu associatif n'est jamais une bonne réponse. »